
EN TEMPS RÉEL

Association pour le débat et la recherche

les cahiers

Les Israéliens après le retrait de Gaza

Sylvain Cypel

EN TEMPS REEL

Association Loi de 1901

4 rue du Tertre 92150 Suresnes – 06 18 93 76 15 – fax : 01 47 72 28 79

e-mail : info@entempsreel.org

Le soir du 4 novembre 1995, quelques minutes avant d'être abattu par un extrémiste juif, le Premier Ministre Itzhak Rabin concluait un rassemblement du camp de la paix en entonnant avec la foule le chant de la paix avec ce vers « ...Ne dites pas 'un jour viendra', faites venir ce jour... ».

Depuis l'indépendance de l'Etat d'Israël en 1948, et même depuis les premières réalisations du projet sioniste au début du XXème siècle, la société israélienne s'efforce de concilier trois objectifs. D'abord, ramener les juifs dans l'histoire des peuples et construire une souveraineté nationale autour d'une identité juive ; ensuite construire un Etat véritablement démocratique empreint des valeurs politiques européennes ; enfin, assurer les conditions de sa sécurité dans un environnement hostile qui a connu toutes les formes de confrontation armée, de la guerre conventionnelle au terrorisme aveugle. La diversité des forces politiques israéliennes se répartit d'ailleurs à l'intérieur du triangle que forment ces trois objectifs. Pendant longtemps, ils ont pu paraître inconciliables entre eux. Ainsi, un Etat authentiquement démocratique dans des frontières offrant une profondeur stratégique de nature à assurer sa sécurité conduisait à englober une large population arabe et donc à créer un Etat binational éloigné du projet sioniste initial. Tout au contraire, un Etat authentiquement juif à l'intérieur de frontières parfaitement sûres semblait devoir renoncer à son caractère démocratique tant il reposerait sur la domination des populations arabes. Enfin, un Etat véritablement démocratique construit autour de la seule société israélienne semblait devoir s'accommoder de frontières étroites et peu sûres.

Depuis 1967, les Israéliens ne semblaient pas vouloir choisir clairement entre ces trois compromis. L'absence d'interlocuteur arabe admettant la réalité nationale et étatique juive, tout comme l'omniprésence des menaces, avaient longtemps permis de repousser ce choix fondamental.

Le retrait de Gaza au cours de l'été 2005 marque un point d'inflexion majeur dans la manière dont la société israélienne semble vouloir traiter ce dilemme.

La paix avec l'Egypte, la reconnaissance mutuelle d'Oslo, la paix avec la Jordanie, la stabilisation de la situation sécuritaire à la frontière libanaise, une certaine normalisation des relations diplomatiques avec certains pays arabes modérés du Maghreb ou du Golfe (certes ralentie par la deuxième Intifada) puis la succession d'Arafat par Mahmoud Abbas ont progressivement convaincu l'opinion israélienne que le préalable de l'absence d'interlocuteur était levé.

La société israélienne a aussi graduellement réalisé que la sécurité n'était plus nécessairement synonyme de profondeur stratégique. L'intensité technologique croissante des forces armées d'Israël, utilisée comme un compensateur à des voisins démographiquement et territorialement plus puissants, l'usage de drones de toutes tailles, le maintien de puissants réseaux de renseignement humain dans les territoires palestiniens, l'achèvement d'un mur de 680 kilomètres, la collaboration accrue des services de renseignement avec de nouveaux alliés stratégiques depuis les attentats de New York, Madrid ou Londres sont autant d'éléments qui ont convaincu peu à peu l'opinion que la sécurité pouvait être garantie aussi bien, et peut-être mieux, dans un plus petit territoire.

D'ailleurs, tout risque de guerre conventionnelle avec les voisins arabes est désormais écarté. Mais l'Iran déjà doté de missiles à longue portée, exprimant aujourd'hui des intentions hostiles précises et répétées, et équipé demain de têtes nucléaires, constitue la véritable menace existentielle d'Israël. De fait, on assiste progressivement à une mutation des angoisses collectives des Israéliens qui s'accommodent peu à peu de la nouvelle donne de la séparation avec les Palestiniens, mais qui concentrent leurs inquiétudes sur la menace nucléaire iranienne.

Le retrait de Gaza constitue aussi un triple succès démocratique. D'abord, la société israélienne semble avoir largement accepté l'idée que la domination d'une importante population arabe n'était pas durablement compatible avec les valeurs démocratiques applicables en Israël. Ensuite, le traitement de cette question identitaire majeure est resté circonscrit au sein des institutions politiques et parlementaires sous le regard des médias. Enfin, Tsahal, armée de conscription, a mis en œuvre la décision du gouvernement sans la moindre réserve.

En quittant Gaza, les Israéliens ont probablement fait le choix d'un Etat plus petit, plus sûr, plus juif et plus démocratique.

L'itinéraire politique d'Ariel Sharon, architecte de ce retrait, a été abondamment commenté et, à l'évidence, la personnalité est complexe. En avril 1982, Ariel Sharon, alors ministre de la défense de Menahem Begin, avait déjà procédé au démantèlement des huit implantations israéliennes dans la péninsule du Sinaï, dans le cadre de l'accord de paix conclu avec l'Égypte. Dans les années 80 et 90, ce fut le militant de la colonisation. Aujourd'hui, c'est l'histoire simple, souvent observée ailleurs dans le monde, d'un nationaliste farouche qui, au soir de sa vie et après avoir touché toutes les contraintes du réel, décide de définir lui-même les contours de l'inévitable compromis. Mahmoud Abbas et Ariel Sharon sont peut-être fatigués de dire « un jour viendra », et sans doute ont-ils décidé de faire venir ce jour.

L'onde de choc du désengagement de Gaza continue à se diffuser à travers la société israélienne entraînant des bouleversements profonds de la donne politique et des élections générales décisives au printemps prochain.

A la veille de ces élections, En Temps Réel a souhaité analyser les transformations récentes de la société israélienne. Sylvain Cypel a accepté de réaliser une enquête très complète en Israël. Dans ce cahier, il propose, avec sa sensibilité et sa perspective, une analyse du cheminement vers le retrait de Gaza et le bilan de cet événement pour les différentes composantes de la société israélienne. A travers les multiples rencontres qu'il relate, se dessine l'image d'un pays qui hésite entre le deuil, la volonté de tourner une page, l'amertume et le questionnement existentiel sur les rapports entre un groupe central devenu plutôt laïc et tourné vers la mondialisation, et, d'autre part, des groupes qui placent l'identité religieuse au cœur de leur projet.

Sylvain Cypel est rédacteur en chef au journal Le Monde

SOMMAIRE

LE RETRAIT DE GAZA, EVENEMENT « PREHISTORIQUE »	5
LES RAISONS DE L'EVACUATION ISRAELIENNE	7
« L'UNILATERALISME » ET SES IMPLICATIONS	8
LE BILAN DU RETRAIT	11
Une « coalition coloniale » minoritaire	11
La mort du Grand Israël	12
La défaite du « langage idéologique »	12
VAINCUS ET VAINQUEURS	14
Les colons et leurs partisans	14
Tsahal	16
UN PAYSAGE POLITIQUE BOULEVERSE	17

LE RETRAIT DE GAZA, EVENEMENT « PREHISTORIQUE »

Chroniqueur vedette de *Haaretz*, le quotidien israélien de référence, Daniel Bensimon raconte deux anecdotes : « *Six semaines après le retrait de Gaza, j'ai proposé, en comité de rédaction, une grande enquête sur les colons évacués. Quel bilan tiraient-ils avec le recul ? Comment voyaient-ils l'avenir ? 'Laisse tomber, m'a-t-on répondu, ça n'intéresse plus personne'. Convaincu que le démantèlement des colonies susciterait une immense remise en question, j'étais sidéré* ». Quelques jours plus tard, il interviewe le ministre de la défense (Likoud) Shaoul Mofaz, peu avant le Nouvel An juif et Yom Kippur (le Grand Pardon), événements propices, dans le judaïsme, aux bilans. Le ministre répond de bonne grâce à ses questions, jusqu'à ce que le journaliste en vienne à Gaza. « *Passons à la suite* », répond cet ancien chef d'Etat-major, balayant la question. « *Six semaines après, dit Bensimon, l'évacuation des colons était devenue de la préhistoire* » !

Là n'est pas l'un des moindres paradoxes de la société israélienne : dans un pays qui a érigé la mémoire des affres subis par le peuple juif en effigie identitaire, on ne regarde, au quotidien, que devant soi. « *Notre société ne regarde jamais en arrière, ni dans la guerre, ni dans la paix, constate Bensimon. Au feu vert, si vous ne démarrez pas à la seconde, vous suscitez immédiatement un concert de klaxons. Il faut toujours aller de l'avant, passer très vite à l'ordre du jour* ».

Professeur de communication à l'université de Tel Aviv, Daniel Dor tente une explication, visant à lier les termes du paradoxe : « *Les Israéliens, dit-il, ont une culture du traumatisme. En même temps, ils vivent dans un endroit très intensif : chaque jour ou presque, il se passe un événement perçu comme 'existentiel'. Quand la vie est un tourbillon, que tout va très vite, très fort, on pense juste au lendemain, pas au jour précédent et encore moins à un avenir lointain. Le principal moyen de défense réside dans l'oubli des événements et l'occultation des problèmes. On les met de côté et on avance. C'est pourquoi il n'y aura pas de 'bilan' général de ce qui nous a amené à quitter Gaza ni de ce que cela devrait impliquer pour l'avenir. La société ne le veut pas. C'est son moyen de s'adapter aux changements, par un mécanisme à la fois dynamique et perturbant : collectivement, nous ne sommes pas portés à tirer des leçons* ».

Les questions sont pourtant nombreuses. Pourquoi a-t-on, pour la première fois, démantelé des colonies, après avoir refusé de le faire durant 38 ans ? Pourquoi l'avoir fait sans contrepartie, alors qu'auparavant l'absence d'accord de paix justifiait leur maintien ? Pourquoi le Premier ministre, Ariel Sharon, a-t-il, dans une célèbre interview en 2001, déclaré que jamais il n'évacuerait « *la moindre colonie* », même la plus « *isolée* », et pourquoi s'y est-il résolu quatre ans plus tard ? Pourquoi a-t-il ordonné l'évacuation alors même que l'intifada était militairement réduite et la société palestinienne exsangue ? Qu'induit le rapatriement des colons quant au bien fondé de la colonisation, mise en œuvre par tous les gouvernements, de droite comme de gauche, depuis 38 ans ?

« *La lenteur des Israéliens à s'interroger sur eux-mêmes est stupéfiante* », estime Adi Ofir, professeur de philosophie à l'université de Tel-Aviv. « *Elle est liée, selon lui, au refus de tenir compte de ce que nous faisons subir quotidiennement aux Palestiniens. Nous ne voulons pas savoir ce qui se passe. Si, au lieu d'évacuer Gaza, Israël avait expulsé 100 000 Palestiniens, la majorité des gens se seraient pareillement comportés en spectateurs non concernés. Cette absence de questionnement donne une société collectivement centrée sur elle-même et fataliste. Rien ne pousse les gens à se demander : maintenant, où va-t-on ? Non : qui vivra verra...* ».

Il faut modérer ce propos. Même si l'absence de débat collectif d'envergure sur les enseignements du retrait de Gaza est impressionnant, la « *lenteur israélienne* » évoquée par le

professeur Ofir tend à se résorber à un rythme accéléré. L'année 2005 a ainsi vu paraître une profusion de livres remettant radicalement en question la politique menée par les gouvernants israéliens et l'armée durant l'intifada, ainsi que les présupposés politiques et les argumentaires venus justifier leurs décisions.

Raviv Drucker (de la chaîne télévisée 10) et Ofer Shela (du quotidien *Yediot Aharonot*), dans *Boomerang*¹, s'attachent à montrer l'aveuglement de la direction du pays, son obstination à ne comprendre ni les prémisses ni les enjeux de l'intifada, et sa part de responsabilité dans l'éclatement et l'exacerbation du mouvement. Tout cela, pour aboutir à ce qu'ils jugent être un « échec » du point de vue même du Premier ministre. « Si, écrivent-ils, avant l'accession au pouvoir d'Ariel Sharon, quelqu'un lui avait dit qu'il amènerait, lui, Israël à se désengager unilatéralement de Gaza et du nord de la Samarie, à construire un mur laissant de l'autre côté 94% de la Cisjordanie et à constater l'ascension inéluctable du Hamas comme force dirigeante de la société palestinienne, et qu'il nommerait tout cela une 'victoire', Sharon l'aurait pris pour un fou ».

Dans la même veine, Amos Harel (*Haaretz*) et Avi Isacharoff (*Yediot Aharonot*), dans *Hamilkhama hashviit*² (La septième guerre) estiment que leur pays a « vaincu » dans la « guerre au terrorisme » mais « perdu » politiquement dans l'affrontement, s'usant progressivement sans parvenir à briser la détermination de l'adversaire pour, finalement, renoncer aux convictions politiques qui étaient les siennes au déclenchement de l'insurrection. De nombreux autres ouvrages établissent un bilan sans complaisance de la propension israélienne à s'auto-illusionner, faisant toujours porter à l'« autre » le poids des responsabilités sans jamais prendre en compte sa propre part, à se convaincre du bien-fondé de la « main de fer » pour toujours découvrir, après moult déboires, ses limites.

Au-delà, il n'est pas indifférent que le dernier ouvrage de l'historien Tom Segev, intitulé *1967 – Vehaaretz chinta panéa*³ (Comment 1967 a bouleversé la physionomie du pays), soit paru précisément au lendemain du retrait de Gaza. Il est une nouvelle remise en cause radicale d'un des « fondamentaux » israéliens. Non, juge Ségev, en s'appuyant sur d'innombrables documents, cette guerre n'était pas inévitable. Elle a été voulue par une partie du leadership israélien qui a saisi une extraordinaire occasion d'accomplir l'ambition historique du sionisme – la conquête de toute la Palestine mandataire. Et oui, cette ambition a plongé le pays dans une crise sans fin dont il n'est toujours pas sorti.

Ainsi donc, même si, en apparence, aucun débat d'envergure ne se développe sur les enseignements de Gaza, aux marges, une réflexion a bien lieu, extrêmement féconde. Et dans les mentalités collectives, une rupture se fait jour. Indubitablement, le « camp des colons » - les partisans de la souveraineté israélienne sur la totalité des territoires occupés - a prodigieusement perdu en influence et en aura. Cela se constate dans leurs publications : les « nationaux-religieux » et les orthodoxes adorateurs de la primauté d'« Eretz Israël », la terre d'Israël, abasourdis, sont entrés dans une crise très profonde. Et, dans les soubassements de la société, un tournant a bien eu lieu, dont il est encore trop tôt pour prévoir l'aboutissement, mais dont la recomposition de la carte politique, avec la sortie d'Ariel Sharon du Likoud et celle de Shimon Pérès du parti travailliste, sont les constituants les plus spectaculaires.

¹ Raviv Drucker et Ofer Shela : « *Boomerang, kichalon hamanhigout Baintifada hachnia* » (Boomerang, l'échec du leadership dans la seconde intifada), ed. Keter.

² Amos Harel et Avi Isacharoff : « *Hamilkhama hashviit – Eikh nitzakhnou velama hifsadnou bamilkhama im haPalestinaïm* », Miskal ed., traduit en français : « *La Septième guerre d'Israël – Comment nous avons gagné la guerre contre les Palestiniens et pourquoi nous l'avons perdue* », Hachette)

³ Tom Segev : « *1967 – Vehaaretz chinta panéa* » (Comment 1967 a bouleversé le visage du pays), ed. Keter.

LES RAISONS DE L'EVACUATION ISRAELIENNE

Pourquoi Ariel Sharon, le « champion de la colonisation » depuis plus de trente ans, a-t-il fini par démanteler les implantations, dont il fut personnellement, à Gaza, le premier promoteur ? Etonnamment, qu'ils soient de droite ou de gauche, laïques ou religieux, les commentateurs s'entendent pour dénombrer trois raisons primordiales : l'usure de la société israélienne face à l'intifada, le contexte international et, enfin – argument mineur mais souvent évoqué - la nécessité, pour le Premier ministre, de détourner l'attention de l'opinion des affaires de corruption politique dans lesquelles il risque d'être impliqué, à travers ses deux fils mis en examen.

Akiva Eldar, chroniqueur politique du *Haaretz* : « *Voir les Etats-Unis signer la « feuille de route » du Quartet prônant l'établissement d'un Etat palestinien viable en 2005, voir Yossi Beilin et Yasser Abed Rabo, les promoteurs du « Pacte de Genève »⁴, être reçus à Washington par Colin Powell, a allumé une lumière rouge dans la tête de Sharon. L'homme n'écoute qu'un petit cercle de conseillers, qui sont loin des idéologues du Likoud. Il cherchait à reprendre l'initiative. Qui, au monde, pouvait s'opposer à un retrait de Gaza ? Il lui permettait de couper l'herbe sous les pieds de la communauté internationale, de repousser l'Etat palestinien à une échéance indéterminée et de replacer Israël, internationalement, en posture favorable. En plus, on allait dans le sens que les sondages donnaient comme le plus souhaité par les Israéliens après quatre ans d'intifada : une séparation avec les Palestiniens. En lâchant Gaza, on rendait un territoire minuscule mais extrêmement peuplé d'Arabes ».*

Shlomo Sand, professeur d'Histoire contemporaine à l'université de Tel Aviv : « *Tant que les « refuzniks » (ces soldats qui refusent de servir dans les territoires occupés) étaient des pacifistes, Sharon ne s'est pas inquiété. Lorsque des pilotes de guerre et des membres de troupes d'élite les ont rejoints, il s'est inquiété. La grogne gagnant ces instances militaires-là, c'était l'indice que la société donnait des signes de fatigue face aux Palestiniens. A un moment donné, des généraux ont commencé à expliquer, contrairement à leurs affirmations précédentes, qu'il n'y aurait 'pas de solution militaire' à l'intifada, que les politiques devaient 'prendre leurs responsabilités'. Cela, dans une ambiance où la société a pris confusément conscience qu'aucun moyen militaire ne ferait 'capituler' les Palestiniens. Sharon est aussi très proche des milieux financiers. Là aussi, la pression interne a joué, pour que les investissements reprennent. Enfin, la 'question démographique' a pesé. La plupart des Israéliens voudraient 'vivre sans les Arabes'. Dès lors que les Palestiniens ne renoncent pas à leurs revendications nationales, et que leur taux de natalité est très supérieur, comment se maintenir sur un même territoire où, bientôt, il y aura plus d'Arabes que de Juifs ? ».*

Ouri Ram, sociologue à l'université de Beer Sheva : « *La leçon du retrait, c'est la victoire de la globalisation sur l'idéologie. Celle-ci érigeait la terre d'Israël en valeur suprême, niait le fait national palestinien, réduit au simple terrorisme. Elle a triomphé au début de l'intifada. La globalisation, c'est l'aspiration de la majorité des Israéliens à une vie meilleure, à l'occidentalisation. Avec le temps, la volonté d'insertion de la majorité dans la mondialisation a repris le dessus sur l'idéologie. Le retrait de Gaza n'est pas un acte conjoncturel. C'est le fruit d'un*

⁴ Un « plan de paix » négocié par un groupe de pacifistes israéliens et des dirigeants palestiniens et signé en 2003, dessinant les contours détaillés d'un accord dans lequel Israël se retirerait de 97% des territoires occupés (avec une compensation équivalente pour les terres restant sous sa souveraineté), abandonnerait la quasi-totalité des colonies construites depuis 1967 et Jérusalem-Est (hormis le quartier juif de la vieille ville et les quartiers habités, à l'Est, par des Israéliens), dont les Palestiniens feraient leur capitale.

réalisme profond. Bien sur, Sharon et l'Etat-major ont des arrières-pensées. Quitter Gaza s'accompagne de la volonté de maintenir le plus possible de domination sur la Cisjordanie. Mais le fait est là : Israël est sorti unilatéralement de Gaza pour répondre à ses besoins intrinsèques ».

Tous insistent sur cet aspect : l'unilatéralité de la démarche israélienne est le fait marquant du retrait. Elle constitue un tournant dans le rapport jusque là dominant aux Palestiniens. Historiquement, on peut déceler quatre phases. Une première, fondatrice : « *les Palestiniens n'existent pas* » comme entité nationale intrinsèque, ce que ne cessèrent de répéter les dirigeants du pays jusqu'à la première intifada (1987-93). Une seconde, générée par cette intifada, devait aboutir à la reconnaissance du « fait » palestinien et du leadership de l'OLP (les accords d'Oslo), accompagnée de l'idée d'une négociation de paix par étapes, où les deux partenaires feraient des « concessions » mutuelles. Dans l'esprit des Israéliens, chaque territoire « rendu » aux Palestiniens devait faire l'objet d'une « contrepartie », politique ou sécuritaire.

La troisième phase est ouverte par l'échec des « négociations finales » de Camp David (juillet 2000). Du déclenchement de l'insurrection palestinienne qui suivit, l'immense majorité des Israéliens avait tiré des conclusions très négatives sur la nature de l'OLP et sa volonté de parvenir à une paix telle qu'eux-mêmes la souhaitaient : une paix qui excluait des questions-clé, constitutives de l'identité palestinienne (une solution digne pour les réfugiés, un retrait israélien sur les frontières de 1967 ou, à défaut, un échange de territoires sur une base paritaire, une capitale à Jérusalem-est). L'Autorité palestinienne portant à leurs yeux la responsabilité unique de l'échec du processus diplomatique, il s'agissait, dès lors, de « *revenir au calme* » avant toute négociation nouvelle.

La quatrième phase a commencé à poindre à partir de 2003, devant l'incapacité israélienne à juguler l'intifada, malgré l'immense supériorité des forces et des moyens mis en œuvre pour briser la mobilisation populaire et « *éradiquer le terrorisme* » : utilisation de l'aviation et des blindés, multiplication des barrages routiers, des bouclages et des couvre-feus, assassinats ciblés, astreintes diverses dans la vie quotidienne des Palestiniens, comme la destruction de propriétés et de champs au nom des impératifs sécuritaires. C'est elle qui va mener au concept nouveau d'« unilatéralisme ».

L'« UNILATERALISME » ET SES IMPLICATIONS

La décision d'abandonner la perspective d'une « victoire » qui amènerait l'Autorité palestinienne, ou mieux, un nouveau partenaire, plus « compréhensif », à faire montre de plus de « souplesse » dans la négociation, une fois le calme revenu, s'est progressivement imposée à l'establishment israélien dans les années 2002-2003, avant de se traduire en programme politique. A l'origine, l'idée, émise par Ehoud Barak, le négociateur travailliste de Camp David, lors du déclenchement de l'intifada, selon laquelle « *Israël n'a pas de partenaire* ». Le terme « unilatéral » est pour la première fois énoncé en 2003 par des proches de Sharon et des représentants de l'Etat-major lors du « Forum sécuritaire » annuel d'Herzlyiah qui regroupe la crème des spécialistes israéliens des questions stratégiques. Le nouveau consensus y avait été défini en substance par le chef du département opérationnel à l'Etat-major, le général Zeev Farkas : l'unilatéralité sera notre stratégie à l'avenir parce qu'il n'y a personne avec qui discuter...

Son fondement ? L'abandon par les Israéliens de toute « *illusion* » vis-à-vis des Palestiniens, quels qu'ils soient. Dès le déclenchement de la seconde intifada, ce sentiment que les Palestiniens avaient « *trahi la confiance* » mise en eux, au mieux qu'ils « *avaient déclenché la violence pour obtenir ce qu'ils n'avaient pu acquérir à Camp David* », au pire qu'ils « *avaient toujours visé la destruction d'Israël* », s'était imposé à la quasi-totalité de la classe politique et de la population

juive israélienne. Il s'agissait donc de « vaincre » pour ne pas disparaître. La politique se résumant au seul « sécuritaire », celui qui en avait la charge - Tsahal - tendait naturellement à envahir le devant de la scène, nombre d'hommes politiques manifestant leur irritation croissante devant une « Grande muette » qui l'était de moins en moins et déterminait systématiquement l'ordre du jour politique.

Dans une seconde phase émerge l'idée de la « séparation ». Même si les généraux clament régulièrement que « *la victoire est proche* », la population cesse progressivement d'y croire. « *Si l'on n'a plus aucune confiance dans les Palestiniens, et qu'on se rend compte qu'on ne parviendra pas non plus à les faire 'capituler', reste à vivre sans eux en préservant au maximum nos intérêts* » : ainsi Dani Rabinowitch, anthropologue à l'université de Tel Aviv, résume-t-il le basculement de l'opinion. « *La séparation, renchérit Daniel Ben Simon, c'est l'installation dans une certitude de désespoir : la paix ne se fera pas, donc il faut divorcer d'avec les Palestiniens, avec ou sans leur consentement* ». L'idée du « divorce » contraint sera reprise par le célèbre écrivain de gauche Amos Oz⁵. Ce changement d'attitude collective amènera le Likoud, partisan du Grand Israël, à adopter la proposition travailliste de construction d'un « mur de protection » englobant l'essentiel des colonies de Cisjordanie - projet auquel il s'était initialement opposé, Grand Israël oblige.

Avec le mur, Israël inaugure, sans le dire, sa politique « unilatérale ». Jusque là, hormis Jérusalem, « *capitale éternelle et unifiée* », tous les territoires – même « unilatéralement » peuplés de colonies depuis 38 ans – étaient supposés être sujet de débat, le temps revenu des négociations. Désormais, malgré l'Autorité palestinienne qui dénonce une « *annexion de fait* » de terres, Israël trace « sa » frontière – celle de la séparation majoritairement souhaitée et la plus souhaitable –, sans se préoccuper de son interlocuteur. Dans le contexte de confrontation armée d'Israël avec son environnement, l'un des dictons les plus célèbres du pays, dans les années du bengourionisme (1930-60), était : « *peu importe ce que disent les goyim [le reste du monde], seul importe ce que font les Juifs* ». L'unilatéralité est une traduction pratique de cette vision. Les Palestiniens « *ne sont pas un partenaire, ils sont un 'problème à gérer'* », résume Izhar Beer, directeur de l'ONG de défense des droits civiques Keshev, à Jérusalem, en reprenant des termes énoncés par Dov Weisglass, proche conseiller d'Ariel Sharon.

Le retrait de Gaza s'insère dans cette logique. « *L'évacuation, après 38 ans d'occupation, ne modifie rien au regard globalement posé sur les Palestiniens. Rien n'a fondamentalement changé dans la relation entre 'nous' et 'eux'. Mais beaucoup a changé dans celle entre 'nous' et 'nous'* », analyse l'universitaire Daniel Dor. Comme le mur, le retrait de Gaza est destiné, en premier lieu, à mettre en œuvre l'inéluctable « divorce » aux conditions imposées par Israël. Mais la logique qu'il induit pour la suite des événements, pour autant, est loin d'être univoque.

Pour nombre d'observateurs, celle-ci vise à « casser » toute perspective d'établissement d'un Etat palestinien « viable », c'est-à-dire, grosso modo, sur les frontières de 1967, avec une réelle continuité territoriale en Cisjordanie, un lien protégé entre elle et Gaza, et Jérusalem-Est pour capitale. Depuis le retrait de Gaza, Ariel Sharon et son entourage ont envoyé divers signaux confortant ce diagnostic. Non seulement le mur continue quotidiennement de se bâtir, mais l'idée d'un futur « *accord intérimaire de longue durée* », qui remplacerait l'impossible « *accord final* » avec les Palestiniens, est de plus en plus souvent évoquée.

Le 30 octobre dernier, *Haaretz* publiait la carte des travaux routiers et des nouveaux barrages en cours qui, à terme, diviseraient la Cisjordanie en quatre parties distinctes. L'Est de Jérusalem et trois grands blocs de colonies sont rattachés à l'Etat hébreu, le Nord, autour de Jénine et Naplouse, le centre (Ramallah et Jéricho), et le sud (Bethléhem et Hébron). Titre de l'article : « *un nouveau*

⁵ Amos Oz : *Aidez-nous à divorcer*, Gallimard, janvier 2004

barrage transformera le Nord de la Cisjordanie en canton séparé ». De même, la « continuité territoriale » en Cisjordanie, revendication palestinienne clé, est de plus en plus remplacée, dans le vocabulaire politico-militaire israélien, par la notion de « *continuité de déplacement* »⁶. Le projet : Israéliens et Palestiniens disposeraient de routes étanchement séparées en Cisjordanie, et les communications entre les cantons palestiniens, pour traverser les zones de démarcation aux mains de Tsahal, seraient assurées par des ponts et des tunnels sous souveraineté israélienne.

Dans une série d'articles, à la mi-octobre, Amira Hass, la correspondante de *Haaretz* dans les territoires, montrait comment, malgré le retrait, « *la domination israélienne* » se perpétuait à Gaza par mille canaux administratifs. L'armée se réserve le droit de la refuser, comme d'interdire tout déplacement à quiconque aurait oublié de l'informer de son changement d'adresse ou de statut civil. De ce fait, le retrait n'y a pas aboli l'« administration civile » israélienne. Ce département de Tsahal doit toujours être tenu informé de toute naissance, de tout décès, tout mariage, tout changement d'adresse, comme en Cisjordanie. Toute nouvelle carte d'identité doit être rédigée en arabe et en hébreu, et obtenir au préalable son agrément. Selon la journaliste, 54 000 Palestiniens sont à ce jour interdits de déplacement pour des motifs « administratifs », sans évoquer l'interdiction quasi absolue faite aux Gazaouis de visiter, travailler ou résider en Cisjordanie, qui perdure.

Pour le philosophe Adi Ofir, Sharon reste l'homme qu'il a toujours été, convaincu qu'entre Palestiniens et Israéliens, la lutte pour la terre se perpétuera encore durant plusieurs générations, parce qu'elle est au cœur du sionisme et de l'inacceptation arabe. Il lui faut donc en permanence s'adapter en fonction des conditions. « *Dans l'idéal, pour Sharon, il faudrait que la construction du mur ne cesse jamais, lâcher Gaza pour avancer en Cisjordanie, puis, demain, se retirer d'un nouveau mini-territoire en présentant la chose comme une nouvelle 'concession' majeure, dit-il. La 'solution' du conflit doit, pour lui, toujours rester en suspens, car le principe même du contrôle global israélien sur les Palestiniens est en jeu* ».

« *Ariel Sharon ne veut aucune négociation, je le sais de source absolument fiable* », analyse de son côté Akiva Eldar⁷, l'un des chroniqueurs de politique intérieure les plus perspicaces de *Haaretz*. « *Il ne veut absolument pas d'un accord final sur la base du 'pacte de Genève'. Le plus probable est qu'il souhaite se retirer du maximum de territoires de l'autre côté du mur en Cisjordanie, tout en y préservant une présence militaire israélienne autour de 'cantons' palestiniens sécurisés. Mais le plus probable est aussi qu'il soit amené à abandonner ce plan-là en fonction des circonstances* », ajoute-t-il.

La stratégie de l'unilatéralisme inclut en effet une part d'« autisme ». Comment « gérer » l'autre sans en tenir compte ? Comment, non pas se réconcilier, mais ne serait-ce que parvenir à vivre pacifiquement avec lui, sans admettre la légitimité de ses aspirations et revendications, et donc risquer de « s'auto-illusionner » de nouveau ? Ancien conseiller juridique⁸ du gouvernement d'Ytzhak Rabin (1993-95), le juge Michael Ben Yaïr est conscient des limites de l'unilatéralisme. Pourtant, il voit dans son triomphe plus de raisons d'espérer que de craindre. « *On ne mesure pas, explique-t-il, combien ce retrait unilatéral de Gaza constitue pour nous, Israéliens, un précédent fondamental. Quelle plus belle démonstration que l'occupation n'avait pas de sens ! Sharon n'entend pas se retirer de Cisjordanie ? Qu'importe ! De même que tout Gaza a été évacué, tous les territoires occupés devront l'être, y compris [les grosses colonies d']Ariel et Maaleh Edoumim. Au fond, chacun sait que, tant que durera l'occupation, la guerre continuera sans fin. Personnellement,*

⁶ Le terme est « *transportation continuity* »

⁷ Akiva Eldar fut aussi l'un des premiers à s'élever contre la « *reconstruction idéale* » des faits concernant Camp David et le déclenchement de l'intifada.

⁸ En Israël, le « conseiller juridique du gouvernement » a rang de ministre. Il n'est pas en charge de la justice, mais de la légalité des actes de l'échelon politique.

je ne crois pas à un 'accord final'. L'évolution de la société palestinienne est effrayante. Il y aura encore beaucoup de morts, d'attentats. Mais à la fin, Israël évacuera tout, sauf peut-être les quartiers juifs de Jérusalem. A ce moment-là, le précédent de Gaza prendra toute sa valeur ».

Ouri Ram abonde : « *Ce retrait unilatéral, estime-t-il, recèle des aspects positifs et négatifs. Le négatif : l'unilatéralité est un repli sur soi, qui ne peut que renforcer l'ethnicisme juif. Le positif, c'est que ce retrait trace une voie irréversible : bon gré, mal gré, il faudra rendre leurs territoires aux Palestiniens, en finir avec l'occupation. Et cela s'est fait avec l'adhésion très majoritaire des Israéliens. Ça, c'est formidable. L'unilatéralisme, c'est l'alliance du mur et de la mer.* » Pour le sociologue, le mur, c'est la manifestation physique de la fermeture sur soi, de l'indifférence dans laquelle les Israéliens tiennent leur voisins. La mer, c'est la globalisation, le regard porté vers le monde - l'autre face de la société israélienne, celle qui, dans les débats qui ont traversé le pays avant le désengagement de Gaza, a longtemps semblé être en recul, avant de l'emporter. Cet Israël industriel, dynamique et laïque, qui a massivement soutenu le retrait.

LE BILAN DU RETRAIT

Quel est le bilan du retrait de Gaza ? Ouri Ram poursuit : « *Primo, il a été démontré que la 'coalition coloniale', favorable au maintien à tout prix des implantations, est très minoritaire. Deuxièmement : l'ordre du jour du Grand Israël est mort. Hormis une frange mystico-nationaliste, plus personne ne s'y réfère. Troisièmement : le langage idéologique qui a prévalu depuis le début de l'intifada est en faillite.* »

Récapitulons.

Une « coalition coloniale » minoritaire.

Neuf semaines avant l'évacuation des colons de Gaza, un sondage de l'institut Truman à Jérusalem indiquait que 53 % des Israéliens y étaient favorables ; 65% se disaient convaincus qu'il aurait lieu⁹. Les motivations des 39 % opposés au retrait étaient d'ordre soit idéologique (« *il ne faut rien abandonner de la Terre d'Israël* »), soit sécuritaire (« *le retrait permettra aux Palestiniens de se réorganiser* »), soit stratégique (« *se retirer sans contrepartie constitue une victoire politique palestinienne* »). La mobilisation de ce camp, initialement forte, a progressivement décliné. Jusqu'à se retourner contre lui, une fois l'évacuation effective.

Deux éléments ont joué contre le camp des colons. D'abord la « résistance » des colons ultras, même si elle fut généralement pacifique. L'armée, en Israël, malgré une aura déclinante, reste une icône, dans un pays où la classe politique est discréditée, la corruption est commentée dans la presse et où la situation sociale s'est fortement dégradée durant l'intifada. En affrontant les soldats, en les insultant parfois devant les caméras, les colons se sont aliénés nombre de ceux qui, en Israël, peuvent être favorables à la préservation des territoires mais ne peuvent s'identifier à une geste d'affrontement ouvert avec l'organe le plus respecté de l'Etat. Ensuite, le comportement de la frange extrémiste, celle qui a occasionnellement jeté de l'acide à la figure des militaires, qui s'est vêtue d'un uniforme de déporté et a traité les soldats de « nazis », évoquant la « déportation » dont elle faisait l'objet, a discrédité son camp. « *Une indemnité de 150 000 à 350 000 dollars par famille évacuée, ce n'est pas Auschwitz. L'analogie était révoltante !* », commente Yona Lerner, un étudiant de Tel Aviv.

⁹ Sondage commun de l'Institut Truman de l'Université hébraïque et du Centre palestinien de recherche politique de Ramallah, réalisé du 6 au 11 juin 2005.

« Un masque est tombé, commente Daniel Dor. Les colons sont brusquement apparus à beaucoup comme des gens bizarres. Ils appelaient Israël à 'éviter une guerre fratricide'. Mais la guerre avait à peine commencé qu'elle était finie. Les colons et leurs partisans ont été balayés par la détermination de l'Etat. Leur perte de crédit a été énorme. » Le journaliste Akiva Eldar abonde. « Un pistolet est plus efficace posé sur la table qu' utilisé sans résultat. Les colons menaçaient de faire de Gaza leur 'Massada' et rien ne s'est passé. La menace qu'ils faisaient peser sur l'opinion s'est comme évanouie. La règle du jeu, depuis Gaza, a changé, et les gens le perçoivent. Si, demain, un dirigeant courageux dit : 'il faut évacuer la Cisjordanie parce là est notre intérêt', le retrait sera encore plus facile à réaliser. Si Ariel Sharon disait au peuple : 'franchement, à quoi Jérusalem-Est nous sert-il ?', ça changerait tout ; je suis certain qu'il serait suivi ».

La « coalition coloniale », conclut Dani Rabinowitch, n'a pas survécu à une « contradiction majeure ». « Jusque là, les colons se voulaient les véritables continuateurs de l'idéal profond du sionisme : la 'conquête de la terre'. Ils sont soudainement apparus comme un élément de subversion de l'instrument principal auquel aspirait le sionisme : l'Etat juif. En le bafouant, ils ont perdu leur statut de 'meilleurs serviteurs' du sionisme. »

La « mort » du Grand Israël.

Dans les faits, elle a eu lieu. Même si, à l'inverse de la Cisjordanie, Gaza n'inclut pas de lieux saints du judaïsme, la bande avait toujours été incluse dans le Grand Israël par ses promoteurs. L'opinion, en renonçant à Gaza et aussi – phénomène passé relativement inaperçu – à une portion de territoire en Cisjordanie deux fois plus importante encore, a montré que la notion d'« Eretz Israël » n'avait pas la primauté sur l'Etat d'Israël. C'est, pour l'avenir, une indication essentielle, sachant que, depuis 1967, la Terre d'Israël avait supplanté progressivement l'Etat comme référence fondamentale dans nombre de secteurs (l'éducation, par exemple) et dans l'identité de beaucoup d'Israéliens, parallèlement à la montée de la judaïté (signe d'appartenance religieuse, ethnique ou culturelle) au détriment de l'« israélité » (l'appartenance citoyenne).

Le sociologue Ouri Ram, évoquant la « victoire par KO » des Bleus (partisans du retrait) sur les Oranges (adeptes du Grand Israël), y voit la manifestation d'une « déconnexion » profonde qui a mûri dans la société israélienne durant l'intifada. « Les Bleus, dit-il, veulent un Etat juif et démocratique. Cela ne va pas sans contradictions, dès lors que 20% des citoyens israéliens sont aussi palestiniens. Mais l'idée de démocratie y est centrale. Depuis toujours, elle est mise en question par les religieux orthodoxes. Là, il est apparu que le Grand Israël, liant mysticisme et ultranationalisme, ne s'insérait pas dans un enjeu démocratique : il s'oppose à la démocratie. »

Creusant le même sillon, l'anthropologue Dani Rabinowitch va jusqu'à établir cette analogie : « Le retrait de Gaza, c'est notre 'semaine des barricades', lorsque la population de la métropole a abandonné les partisans de l'Algérie française à leur sort. Dans les deux cas, la société a perçu que, si les colons l'emportaient, ce ne serait pas qu'une victoire idéologique. Cela mènerait vers un changement de régime. »

La défaite du « langage idéologique ».

Là est la plus marquante des conséquences du retrait. D'abord, le primat du sécuritaire a pris du plomb dans l'aile. Car le retrait de Gaza, c'est au premier chef l'échec de la « conception sécuritaire ». D'où la rage de certains opposants, qui ont martelé que si, après cinq ans d'intifada,

l'on restituait aux Palestiniens un territoire dont il avait été dit qu'il était « sécuritairement » nécessaire, on ne pouvait donner plus de crédit à ceux des Palestiniens qui estiment que la violence est finalement « payante ».

L'ébranlement de la « logique sécuritaire » qui a dominé la pensée politique israélienne, celle de ses élites comme de sa population, se résume en un exemple. Trois mois après le début de l'intifada, en décembre 2000, des négociations informelles réunissent des dirigeants travaillistes et des membres de l'Autorité palestinienne à Taba, en Egypte. Les pourparlers avancent. Les Israéliens se montrent, sur des questions essentielles (Jérusalem, les frontières, les réfugiés), disposés à faire des concessions plus substantielles qu'à Camp David. Chef d'Etat-major, Shaoul Mofaz, notoirement « droitier », intervient alors auprès du Premier ministre travailliste, Ehoud Barak, pour lui tenir en substance ce discours : « *Si nous donnons aux Palestiniens plus que ce à quoi nous étions disposés avant l'intifada, ils auront politiquement fait la démonstration que leur violence paye. Il est hors de question de lâcher quoi que ce soit sans un arrêt préalable de toute violence* ».

La « conception sécuritaire » c'était : la capitulation d'abord, la politique ensuite. Quatre ans et demi plus tard, devenu ministre (Likoud) de la défense, le même Mofaz sera chargé du désengagement de Gaza. Il l'assumera sans état d'âme. Le préalable de « *l'arrêt des violences* », du « *démembrement définitif des infrastructures terroristes* », avait fait la preuve de son inefficacité opérationnelle. Dans les têtes, y compris chez les militaires, la politique avait repris le dessus sur le « primat du sécuritaire ».

Ce n'est pas un hasard si l'idée d'une « séparation unilatérale » a émergé concomitamment avec les premières fuites organisées par divers généraux expliquant qu'il n'y avait « *pas de solution militaire* » à l'intifada. « *Le bilan de l'évacuation de Gaza*, souligne Dani Rabinowitch, *c'est que le courant 'mainstream' a repris le dessus en Israël. Dans la première phase de l'intifada, le pays a connu une véritable régression, que certains ont cru, devant ses propensions ethnocistes et même racistes, sans rémission. Gaza prouve le contraire : la société israélienne, dans sa globalité, retrouve ses esprits.* »

Lors de la première intifada (1987-93), la logique sécuritaire, ce « *réflexe pavlovien* » très ancien ancré dans la société israélienne, comme dit le chroniqueur de *Haaretz* Gideon Lévy, s'était exprimée brutalement dans l'expression attribuée à Ytzhak Rabin, alors ministre de la défense : « *leur casser les os* ». On sait comment le pays « retrouva ses esprits » : par la reconnaissance de l'OLP, avec les accords d'Oslo. Dans la seconde intifada, un phénomène du même ordre s'est produit. Sa première phase a vu resurgir puissamment des propensions « tribales » : « *Les Arabes ne comprennent que la force* », « *Laissez Tsahal l'emporter* », jusqu'à ces sondages montrant qu'une majorité d'Israéliens souhaitaient un nouveau « *transfert* » des Palestiniens. Gaza, dit Akiva Eldar, c'est le début d'un « *dé lavage de cerveau* ». Un retour à la réalité qui ramène les Israéliens à une évidence, souvent détestable à leurs yeux mais incontournable : les Palestiniens sont là et rien ne les fera partir, ni accepter l'occupation.

Certes, cette « *sortie de la régression* » reste limitée, comme le démontre sa traduction politique pratique : la séparation et l'unilatéralisme, autre manière de détourner les yeux de l'« autre ». Comme le démontre, aussi, cette certitude, énoncée par quasiment tous nos interlocuteurs : si un gouvernement travailliste avait proposé, en pleine intifada, de démanteler les colonies à Gaza, il aurait échoué, parce que Sharon se serait placé en tête des manifestants contre un tel projet. Seul Sharon, avec son passé et son aura sécuritaire, pouvait mener cette opération ; tout comme seul Rabin, chef d'Etat-major durant la guerre des Six-Jours, pouvait oser annoncer la reconnaissance de l'OLP. Même si le primat du sécuritaire est sorti vaincu de la seconde intifada comme de la première, il y reste puissamment ancré dans les consciences israéliennes.

VAINCUS ET VAINQUEURS

Les grands vaincus de l'après-Gaza, on l'a vu, sont les colons et leurs partisans. Par nécessité de réorganiser leurs forces, ils sont aussi les seuls à débattre sans fin des leçons à tirer. *Nekouda*, l'organe des religieux nationalistes, a parlé de « *défaite* », de « *tremblement de terre* ». Le grand vainqueur, a contrario, est l'armée, dont l'aura palissait avant le retrait, tant sur le plan opérationnel que moral, et qui a d'un coup retrouvé un profil d'institution la plus fiable du pays.

Les colons et leurs partisans

Les colons connaissent une crise sans précédent de représentativité, d'image et surtout de stratégie, plus profonde encore que celle qui les avait affectés au lendemain des accords d'Oslo. Paniqués, ils avaient alors craint un ordre d'évacuation. Celui-ci n'était jamais venu, en sept ans de négociations israélo-palestiniennes. Mieux, tous les gouvernements avaient accédé à leur souhait de renforcement de la colonisation. Cette fois, l'ébranlement est immense : le démembrement des colonies est passé du projet potentiel à l'opérationnel, réalisé par un acte brutal d'autorité (Sharon avait été mis en minorité au Comité central de son parti) avec une déconcertante facilité.

La plupart des colons, dit Yzhar Beer, avaient vécu avec « *le sentiment de posséder un droit de veto* » sur les décisions de l'échelon politique. Personne n'avait jamais osé les prendre de front; et eux voyaient leur influence croître dans les rouages de l'Etat (éducation, armée, justice...) comme dans le quotidien (la « *Judée-Samarie* », par exemple, ayant évincé presque toute référence aux « *territoires* » dans le langage courant). Jusqu'à l'évacuation, il s'est trouvé des maîtres vénérés, comme le *rav* Eliahou, ex-Grand rabbin séfarade, pour clamer que « *Dieu ne le permettra pas* » ; ou Abraham Shapira, leader de l'école talmudique Merkaz Harav, berceau du Bloc de la Foi, dont le fronton s'orne de cette citation : « *Cette terre est à nous parce que Dieu nous l'a donnée.* » Dieu ne s'est pas manifesté. Conséquence : les poussées centrifuges dans la « *coalition coloniale* » s'accroissent. Deux tendances émergent. « *Entre elles, le conflit entre Eretz Israël et l'adhésion à l'Etat d'Israël est monté d'un cran* », note Yzhar Beer. *Nekouda* a consacré, au lendemain du retrait de Gaza, tout son numéro à cette question.

D'aucuns se rangent derrière le slogan : « *nous n'avons pas su conquérir les cœurs* ». Ils disent : « *si nous n'avions pas constitué 20 % des troupes mais 35 %, l'Etat-major n'aurait pu nous marginaliser si facilement et le retrait n'aurait pu se faire* », explique Yaguil Lévy, sociologue spécialiste des questions militaires. Ceux-là concluent que « *le peuple n'est pas encore prêt à la rédemption* » et qu'il faut redoubler d'efforts pour investir les rouages de l'Etat, afin de mieux se préparer aux tempêtes à venir. D'autres poussent à « *tirer les conclusions* » : le sionisme a failli comme instrument du retour attendu du Messie, une idée consubstantielle à l'activisme « *national religieux* »¹⁰. Ceux-là prônent l'abandon d'une stratégie qui, à Gaza, s'est fracassée, pour se recentrer sur la constitution d'une contre-société.

« *De plus en plus de religieux disent 'ce n'est plus notre armée'* », note encore Lévy. Chez eux, l'idée d'« *investir l'Etat* » pour faire progresser « *les intérêts d'Eretz Israël* », est remise en cause. Car l'Etat est devenu « *suspect* », dit le philosophe Adi Ofir. Dès lors qu'il cesse d'être un instrument du messianisme, la tendance à ignorer ses institutions reprend le dessus. Elle n'est pas

¹⁰ Le rabbin Avraham Ytzhak HaCohen Kook, tête pensante du sionisme religieux, initialement très minoritaire dans le judaïsme orthodoxe d'Europe de l'Est, expliquait son soutien au mouvement sioniste, alors totalement dominé par des laïques socialistes, par le fait qu'il était « *comme l'âne du Messie* » : sans en être conscient, il menait celui qui le chevauchait vers la rédemption.

nouvelle. Depuis la création d'Israël, les organes dirigeants des « *craignants Dieu* » ont entretenu vis-à-vis de l'Etat une relation utilitariste (en tirer un bénéfice institutionnel et financier maximal tout en gardant une distance idéologique marquée à son égard). Le rejet de l'Etat laïque a longtemps eu pour terrain d'affrontement privilégié la Cour suprême, dont les orthodoxes refusaient massivement l'autorité. Mais, depuis une vingtaine d'année, de nombreuses passerelles s'étaient établies entre les « hommes en noir » et les « nationaux-religieux » sionistes, adorateurs de la « terre d'Israël » mais socialement insérés et farouches partisans de l'Etat juif. Ainsi s'étaient formés ceux qu'on nomme en Israël les *Khardelim*, acronyme regroupant les notions d'ultra religieux et d'ultra nationaliste. Chez ceux-là, la propension à se « déconnecter » de l'Etat, après le retrait de Gaza, retrouve une vigueur qu'elle avait perdue.

Par ailleurs, dans la frange ultra nationaliste laïque de la « coalition coloniale », celle qui a initié en son temps le « parti du transfert » Moledet, favorable à une expulsion de masse des Palestiniens, et qui a participé à diverses coalitions gouvernementales, la crise couve aussi. Cette frange a été aussi représentée depuis plusieurs législatures à la Knesset (et au gouvernement) par le député Avigdor Lieberman. Beaucoup moins portée à la sanctification de la terre, elle est idéologiquement animée par un ethnicisme déclaré. « *Pour Lieberman, résume le professeur Sand, le territoire importe peu. L'essentiel est de préserver la pureté juive de l'Etat* ».

Au lendemain du retrait de Gaza, Lieberman, l'un des premiers à avoir défini un « *plan de cantonisation* » des Palestiniens, dès les années 1990, en a formulé une nouvelle version. Cette fois, il ne s'agirait plus seulement de « cantoniser » ceux de Gaza et de Cisjordanie, mais aussi les Palestiniens citoyens israéliens, passés depuis 1948 de 150 000 à 1,2 million aujourd'hui. L'idée est de mener la « *séparation* » à son terme logique, par un « *échange de territoires* », qui permettrait à Israël de se constituer en Etat juif ethniquement « pur » en rattachant les régions habitées par ces Israéliens arabes à une entité palestinienne formée de multiples enclaves sous autorité israélienne, et en leur retirant leur citoyenneté, pour qu'ils n'aient plus aucune influence dans la politique israélienne, tout en récupérant les « terres utiles » de Cisjordanie. Au sein de ce parti ultra-minoritaire on est dans une logique d'apartheid avérée, qui surfe sur un sentiment populaire : « *chacun chez soi* ».

« *Le camp des colons est en crise parce que le lien ombilical avec son 'père', Ariel Sharon, a été rompu. Il est difficile de prévoir ce que feront les messianistes. Mais la plupart commencent déjà à réfléchir à leurs indemnités* » (en cas d'évacuation de Cisjordanie), estime, optimiste, Daniel Dor. Yzhar Beer, qui a publié de nombreuses études sur les « nationaux-religieux » et les « hommes en noir », est plus inquiet. Il rappelle que leurs « *provocations* » ont, jusqu'ici, toujours tourné à leur avantage. En 1994, l'assassinat par le colon Baroukh Goldstein de 29 fidèles musulmans en prière au Caveau des Patriarches a mis fin à toute velléité d'évacuation d'Hébron. Et en 1995, l'assassinat du Premier ministre Ytzhak Rabin par un fanatique religieux s'est soldé par... le retour au pouvoir du Likoud l'année suivante ! Beer, lui, a lu sur les murs de Jérusalem, après l'évacuation de Gaza, des graffitis proclamant : « *prochaine étape : un attentat à Al-Aqsa* »...

« *Personne ne sait comment va évoluer la relation israélo-palestinienne ni à quel rythme* », note-t-il. Mais il est beaucoup moins certain qu'un Dor ou un Eldar de l'impact du « *précédent de Gaza* ». « *Les fanatiques du Grand Israël sont sous le choc, dit-il, mais ils se réorganisent, comme les fois précédentes. Se retirer de la Cisjordanie sera beaucoup plus difficile que de Gaza, parce que le cœur même du mysticisme biblique serait touché* ». Et aussi, peut-on ajouter, parce qu'un retrait général des territoires apparaîtrait beaucoup plus clairement comme une défaite politique aux yeux d'une population pour qui, très majoritairement, l'enjeu de la « domination » sur les Palestiniens reste toujours perçue comme « existentielle ».

Tsahal

L'armée est le principal « vainqueur » du retrait. Le constat peut paraître paradoxal : c'est elle qui a mené la « guerre au terrorisme », elle qui a poussé en 2002 à réinvestir militairement toute la bande de Gaza (placée, depuis 1995, sous autorité palestinienne, hormis les 30 % de terres allouées aux colonies). C'est encore elle qui, par la voix du chef d'Etat-major Yaakov Yaalon, a publiquement manifesté sa réprobation lorsque le conseiller d'Ariel Sharon, Dov Weisglass, avait évoqué pour la première fois un retrait de Gaza. Elle encore qui, dans l'intifada, s'était de plus en plus « émancipée » des contraintes politiques pour définir son propre agenda. « *Qui est le patron ? L'armée ou le gouvernement ?* »¹¹, s'insurgeait l'éditorialiste de *Haaretz* Yoel Marcus (centre-droit), à l'automne 2002.

L'explication du paradoxe réside en lui-même. C'est parce que l'armée a tendu à s'« autonomiser » mais qu'elle est « sur le terrain » qu'elle est aussi la première à être parvenue, en tant qu'institution, à la conclusion que le maintien de Gaza sous souveraineté israélienne était, à terme, illusoire. Tsahal a toujours eu une place privilégiée en Israël dans le processus de décision politique. Avec l'intifada, cette place est devenue prépondérante, expliquant sa propension à investir le champ de l'expression publique. Tsahal a continué de « penser politique », comme ce droit lui a été de tous temps reconnu. Ainsi, le général Iri Kahn, chef des recherches opérationnelles, expliquait à l'automne 2002 : « *le commandement a compris qu'il ne suffisait pas d'appliquer les consignes changeantes et peu claires du pouvoir, mais qu'il devait interpréter ses aspirations comme l'architecte pour son client : penser autrement la lutte, introduire de nouveaux concepts, tenir compte des contraintes internationales et du poids de l'opinion* »¹².

C'est parce qu'il perçoit ainsi son rôle que Tsahal a été le premier à promouvoir une évacuation de Gaza. Certes, le chef d'Etat-major a manifesté son mécontentement lorsque l'idée a été émise par l'entourage de Sharon. Mais c'est parce qu'il avait été exclu du processus de décision¹³. En réalité, le premier rapport prônant cette option avait été rédigé par le général Eyal Giladi, dès 2003. « *Contrairement à l'évacuation du Sud-Liban, le retrait de Gaza n'a pas été imposé à l'armée par la société, explique le sociologue Yaguil Lévy. Au contraire, il s'est agit d'un mouvement absolument froid, réfléchi, de 'gestion de crise'. L'armée en a été à l'origine sur le plan conceptuel et l'a préparé. C'est pourquoi elle l'a mené à bien sans heurt majeur. C'est aussi pour cela que ce retrait n'est pas une expérience constituante qui a un impact fort sur les consciences israéliennes* ».

Une mesure de « gestion de crise » ? « *L'intérêt organisationnel de toute armée est de 'vaincre'* », admet Lévy. Tel a aussi été le « réflexe » initial de Tsahal, assumant sans états d'âme ce que le sociologue appelle son « *agressivité excessive, dans une ambiance générale lui permettant de jouir d'une véritable impunité* ». Mais, peu à peu, poursuit-il, l'impasse dans laquelle l'enferrait cette « *agressivité* », la montée d'une réprobation jusqu'en son sein vis-à-vis des méthodes utilisées et plus encore la réduction de son budget, l'Etat effectuant des coupes claires dans les dépenses publiques, l'ont amené à reformuler ses objectifs. L'armée, dit-il, est alors parvenue à trois conclusions : « *a) il n'y a pas avec qui parler du côté palestinien ; b) la situation étant ingérable à terme, Tsahal doit se montrer actif dans la recherche d'une issue ; c) il faut un acte fort, confortable logistiquement et bénéfique internationalement* ».

¹¹ *Haaretz*, 3 septembre 2002

¹² Cité par Marius Schattner, *Le Monde diplomatique*, octobre 2002.

¹³ Les quatre personnes qui ont mis au point le retrait de Gaza avec le Premier ministre sont son fils Omri, son conseiller politique Dov Weisglass, le conseiller à la sécurité nationale, le général Eiland, et Eyal Arad, le « *Karl Rove israélien* », son conseiller électoral.

Le retrait « unilatéral » de Gaza, une minuscule bande de territoire qui nécessitait la présence à l'intérieur et tout autour de 60 000 hommes en armes pour y protéger 8 000 colons, offrait, poursuit-il, « *la meilleure opportunité* ». Le risque – « *placer l'armée du peuple face à une partie du peuple* » – a été soigneusement mesuré. Les services d'étude de Tsahal sont parvenus à la conclusion qu'il était faible, et même qu'il incluait quelques avantages. Une partie de l'Etat-major, en effet, s'inquiète de la montée en puissance des « nationaux religieux » dans l'armée (qui a, par ailleurs, vu sa structure humaine évoluer considérablement, avec la part prépondérante prise par les « Orientaux » et les « Russes » dans le contingent ou l'insertion de femmes dans des unités combattantes ; l'armée, elle, étant plus professionnalisée). Quatre « porteurs de kippa » ont désormais atteint le grade de général (Yaïr Naveh, chef du commandement de la région centre, Eleazar Stern, chef du département des ressources humaines, le général Ron Tal et le président de la Cour d'appel militaire). La nomination de deux d'entre eux (Naveh et Stern), perçus comme des officiers très « idéologiques », avait suscité des réticences : comment se comporteraient-ils en cas de conflit avec des colons religieux ?

Le retrait de Gaza permettait à Tsahal de « tester » leur fiabilité, dans une crise largement maîtrisée. Test réussi. Le général Naveh a lui-même mené l'évacuation des colonies de Cisjordanie. Le général Stern a appelé à la fermeture des *yechivot hesder*, ces écoles militaires talmudiques où les jeunes « nationaux religieux » partagent un service d'active prolongé avec des études bibliques. Pour l'opération de retrait, Tsahal n'a pas fait intervenir des unités combattantes d'élite, très investies par les nationalistes religieux, pour ne pas les mettre en situation de « *dilemme symbolique* ». En contrepartie, très peu de rabbins ont appelé leurs ouailles à la désobéissance. Le bilan de l'armée, conclut Ouri Ram, est « *exceptionnel* » : « *elle a démontré sa capacité à mener une évacuation sans effusion de sang. La fidélité à l'Etat l'a aisément emporté, les officiers religieux ont obéi. Enfin, elle est redevenue la Grande Muette* ». Et en s'affirmant comme l'institution la plus solide du pays, elle a amplement résorbé le déficit d'image dont elle commençait à pâtir.

UN PAYSAGE POLITIQUE BOULEVERSE

Selon des sondages parus après le retrait, 50 % des Israéliens installés en Cisjordanie seraient disposés à abandonner leur implantation si les circonstances l'exigeaient et que des compensations leurs étaient offertes. « *Ceux qui habitent de l'autre côté du mur savent que leur appartement vaut désormais trois fois moins* », note Akiva Eldar.

Des milliers de colons se sont manifestés auprès des autorités pour savoir quelles indemnités ils pourraient percevoir si eux aussi décidaient spontanément de retourner de l'autre côté de la « ligne verte », la frontière de 1967. Cette « demande de renseignements » se fait généralement en cachette des voisins. Mais on en parle entre amis. En profondeur, ce phénomène est symptomatique d'un pressentiment, non avoué publiquement, qu'un jour prochain, des implantations de Cisjordanie pourraient bien être elles aussi démantelées, comme à Gaza. Dans quelle proportion ? Ils n'en savent rien, mais cette attitude montre que, parmi les Israéliens venus s'installer en territoires occupés pour des motifs essentiellement sociaux (aides à l'activité professionnelle, logement et éducation subventionnés, avantages fiscaux, etc.), lesquels constituent 70 % des colons, pour la première fois en 38 ans des failles apparaissent dans la certitude d'une pérennité de la présence israélienne. Ces failles s'inscrivent dans le processus de délitement, dans l'ensemble de la population, du primat d'« Eretz Israël ».

C'est dans ce contexte que le retrait de Gaza a fait voler en éclats la « carte politique » israélienne. En novembre, les deux grands partis, droite et gauche, ont connu des bouleversements majeurs : Ariel Sharon a quitté le Likoud pour constituer sa propre formation, et Shimon Pérès le parti travailliste afin de rejoindre son vieil « acolyte adversaire ». C'est la conséquence la plus tangible du « tournant de Gaza ». Certes, à trois mois du scrutin législatif anticipé convoqué par Ariel Sharon, il est trop tôt pour pronostiquer un résultat, les Israéliens ayant fréquemment fait mentir leurs sondages. D'autant que la « frénésie » du rythme quotidien, évoquée en début d'article, a, elle aussi, souvent fait pencher la balance. Un grave attentat perpétré par des terroristes venus de Gaza pourrait bouleverser les pronostics. Reste qu'à l'heure actuelle, trois tendances se dégagent, représentatives des mouvements de fond de la société.

La première, représentée par Ariel Sharon, semble être, à l'heure actuelle, majoritaire. Ce n'est certes pas un hasard si son « Karl Rove », son conseiller Eyal Arad, lui a fait abandonner le nom qu'il avait initialement choisi pour sa nouvelle formation (« parti de la responsabilité nationale ») pour un terme qui dit tout : Kadima. Traduction : « En avant ! ». Ariel Sharon surfe sur cette propension israélienne à « *toujours aller de l'avant sans regarder en arrière* », que décrivait Daniel Bensimon. La coalition Sharon-Pérès « colle » à cette majorité de la population qui privilégie l'unilatéralisme politique à l'égard des Palestiniens, convaincue « *qu'Arafat ne voulait pas la paix et qu'Abou Mazen ne peut pas la faire* ».

Avec l'éclatement de l'intifada, le « centre » de l'échiquier politique traditionnel s'était complètement déplacé. Le « centre traditionnel », composé des partisans d'Oslo (gauche sioniste du Meretz, travaillistes et centre droit) avait volé en éclats, sa grande majorité se rangeant derrière la politique de la « main de fer » à l'égard des Palestiniens, une petite minorité, à l'inverse, se radicalisant progressivement autour d'un « camp moral » pour dénoncer les dérives et l'inefficacité politique de l'aveuglement sécuritaire. Résultat : avec une coalition regroupant une fraction puissante encore plus « dure » que lui et une gauche sans proposition alternative, Ariel Sharon, bien que chef du Likoud, apparaissait comme le cœur du nouvel équilibre politique, qui s'était déplacé beaucoup plus à droite dans le rapport aux Palestiniens.

Avec l'explosion de cette coalition liée au retrait de Gaza et l'émergence de Kadima, le « centre » du nouvel équilibre se constitue indépendamment. Sharon reste, pour beaucoup, le seul « homme fort » qui, malgré son âge et la corruption qui lui colle aux basques¹⁴, saura préserver au mieux la sécurité du pays et naviguer en eaux troubles (la situation générale au Proche-Orient, la relation parfois plus tendue avec les Etats-Unis), sans rien « lâcher » d'essentiel aux Palestiniens. L'« *Homme qui ne s'arrête pas au feu rouge* »¹⁵, le « bulldozer », comme on l'appelle familièrement, a démontré que sa détermination et sa brutalité légendaires ne s'abattent pas uniquement sur les Palestiniens. Quiconque se met en travers de sa route, jusqu'à ses plus proches, en pâtit, et cette attitude rassure l'Israélien moyen.

Il bénéficie aussi, selon Ouri Ram, d'une « *déconsidération générale* » de l'ensemble des partis traditionnels, « *qui ont cessé d'être des creusets d'intégration* ». D'ores et déjà, 15 parlementaires du Likoud sont passés à Kadima. Ce parti pourrait récupérer nombre de voix du Shinouï (14 sièges), la formation laïque populiste qui avait puissamment émergé lors du précédent scrutin¹⁶. Kadima

¹⁴ Ses deux fils ont fini par reconnaître en novembre 2005 l'essentiel des faits dans l'affaire de financement politique dont ils sont soupçonnés, tout en préservant « *l'ignorance* » dans laquelle aurait été leur père de leurs agissements, ce qui laisse tout Israël plus que perplexe.

¹⁵ Titre d'une célèbre biographie que lui a consacrée le journaliste Ouzi Benziman

¹⁶ Contrairement à l'idée reçue, les laïques israéliens, exaspérés par l'emprise religieuse croissante sur le quotidien, se situent autant à droite qu'à gauche. D'où le succès du Shinouï. Un exemple de cette exaspération : en dix ans, quelque 200 000 Yérosolomites ont quitté la Ville sainte. « *Jérusalem, dit l'historien Shlomo Sand, est redevenue comme au XIX^e siècle, une ville de religieux et d'Arabes* ». Pour contrer la « fuite » des laïques, le maire, Ehoud Olmert, proche de

apparaît comme le parti le plus en phase avec le souhait majoritaire des Israéliens aujourd'hui : une « séparation » aux conditions imposées par Israël, alliée à l'idée que l'Etat hébreu doit « mener sa barque sans se soucier des autres », comme on ne cesse de l'entendre, autant par indifférence aux desiderata palestiniens que par conviction que ceux-ci sont « irréalistes ».

Seul bémol : dans l'histoire d'Israël, des partis constitués en dehors des appareils traditionnels de la droite et de la gauche ont parfois connu des succès électoraux, mais ils ont toujours été éphémères - et ils ne l'ont jamais emporté. Ils n'ont réussi qu'à constituer des forces d'appoint dans diverses coalitions. Mais l'« éphémère tactique » au service de sa perception du « temps long », Ariel Sharon, dans sa longue carrière politique, a-t-il jamais pratiqué autre chose, avec autant d'échecs que de succès ?

A droite, le danger très menaçant qui guette le Likoud – il est crédité de 12-15 sièges dans les sondages, au lieu de 41 avant le retrait de Gaza !-, est de se replier sur un programme l'identifiant à l'ultra-nationaliste. Menaçant parce que, sur ce terrain, il est concurrencé par divers autres partis. Et parce que, sur le plan social, son effigie, Benyamin Nétanyahou, sera identifiée à la politique « ultra thatchérienne » qu'il a mené comme ministre de l'économie, paupérisant de larges strates de la population, ce que la reprise économique apparue en 2004 n'a pas endigué. Le Likoud apparaît aujourd'hui comme recroquevillé sur des positions idéologiques battues en brèche par le « pragmatisme » sharonien et le souhait majoritaire de divorce avec les Palestiniens.

Cyniquement, son seul « espoir » résiderait dans une dégradation drastique de la situation sécuritaire, lui permettant de présenter le retrait de Gaza comme la source même de cette dégradation, pour ramener l'électorat vers le primat de la « main de fer ». Vu l'affaiblissement de la société palestinienne et le chaos qui y règne, la probabilité est faible – même si quelques attentats dramatiques avant le scrutin ne peuvent jamais s'exclure.

A gauche, l'élection surprise d'Amir Peretz à la tête des travaillistes, lors d'une consultation des 150 000 militants, contre l'historique Shimon Pérès et le général Benyamin Ben Eliezer, tous deux ayant symbolisé l'alliance avec Ariel Sharon durant l'intifada, marque, potentiellement, la possibilité d'un « retour aux fondamentaux » du travaillisme local. Fondamentaux politiques, avec la réémergence du social, et fondamentaux hérités d'Oslo dans la relation aux Palestiniens.

Jeune (53 ans), d'origine modeste, né Armand Pérez et arrivé du Maroc à 4 ans, Peretz n'est pas qu'un syndicaliste « oriental » soucieux de s'attirer les faveurs des couches défavorisées, pour la plupart, comme lui, originaires des pays arabo-musulmans. L'eut-il été qu'il aurait, comme l'immense majorité de ses congénères, fait carrière au Likoud, qui a historiquement dominé les séfarades en flattant les propensions « petit blanc » de ces « juifs arabes », longtemps délaissés par les classes dirigeantes ashkénazes, fondatrices de l'Etat. Amir Peretz, lui, a opté très tôt pour le travaillisme. Après une carrière d'officier (quasi obligatoire pour accéder aux élites), il a rejoint le mouvement « La paix maintenant ». Maire de la « ville de développement » de Sderot (un cas presque unique, tant les nationalistes et les religieux dominent les bourgs déshérités), élu à la Knesset en 1988, il y a rejoint le « groupe des 8 » : huit députés travaillistes, emmenés par Yossi Beilin, qui pavèrent la voie à la reconnaissance des Palestiniens et à la signature, cinq ans plus tard, de l'accord d'Oslo.

Plus que son passé de « pacifiste » modéré, le programme sur lequel il a convaincu ses militants est indicatif des évolutions potentielles aujourd'hui à l'œuvre dans la société. Depuis le début de l'intifada, la gauche travailliste avait sombré, acceptant un rôle de « béquille » du Premier ministre Ariel Sharon, dans l'espoir ne pas perdre tout crédit. A rebours de cette attitude, que Pérès poursuit,

Sharon, a refusé la construction d'une voie ferrée rapide mettant sa ville à 35 minutes de Tel Aviv, afin que ceux-ci ne puissent continuer d'y travailler en partant habiter ailleurs.

Peretz s'est fait élire sur un programme en trois points : mettre fin à la coalition avec la droite nationaliste, donner la priorité au règlement des questions sociales urgentes, enfin revenir à la négociation avec l'Autorité palestinienne. Autrement dit : tourner le dos à l'« unilatéralisme », ne pas faire semblant de négocier en avançant ses pions mais négocier « sérieusement », en tenant compte de l'adversaire. Devenu chef du parti, il a, dans une interview à *Haaretz*, clairement établi le lien entre la question sociale et la colonisation, indiquant que, s'il formait un gouvernement, « *l'argent irait aux quartiers pauvres, pas aux implantations* ». Inquiets des conséquences, certains de ses proches le poussent d'ores et déjà à gommer son profil de « colombe ».

Certes, une victoire aux législatives des travaillistes, armés d'un programme « pacifiste », est à ce stade plus qu'improbable. Mais le « tournant Peretz » est symptomatique de mouvements profonds dans les soubassements de la société, même s'ils restent minoritaires. L'absence de bilan politique de fond du retrait de Gaza et les non-dits qu'ils génèrent masquent des questionnements intimes qui diffusent dans des couches de plus en plus larges. Malgré la politique ultra-libérale du Likoud, qui a mis au chômage des milliers de fonctionnaires et apparentés, il est certain que jamais Amir Peretz ne l'eut emporté avec un tel programme sans le retrait de Gaza. L'élection de Peretz à la tête des travaillistes est à la seconde intifada ce que le tournant ayant mené Rabin à la « reconnaissance mutuelle » avec l'OLP fut à la première (1987-93).

Rien ne permet, en l'état actuel, de pronostiquer une évolution rapide de la société israélienne vers un abandon général de l'occupation des territoires conquis en juin 1967 et une reconnaissance effective de l'injustice historique commise envers les Palestiniens, avec l'acceptation de compensations israéliennes directes aux réfugiés spoliés, selon les grandes lignes du « Pacte de Genève ». Dans sa grande majorité, cette société soutient la poursuite de la construction du mur installé en Cisjordanie et l'« unilatéralisme » sharonien. De ce point de vue, comme le Likoud, le travaillisme de Péretz apparaît largement déconnecté de la majorité des Israéliens. Son tournant pourrait cependant être indicatif d'une possible évolution, encore dans les limbes, de la société. L'unilatéralisme, même s'il s'accompagne demain de nouveaux retraits partiels de territoires, ne mettra pas fin aux revendications fondamentales des Palestiniens, sauf à aboutir précisément à ce qu'il tend à éviter. On l'a dit, sa principale faille est d'« *avancer sans tenir compte* » de l'autre.

Si sa mise en œuvre semble aujourd'hui ne susciter que des attaques terroristes épisodiques, c'est que la société palestinienne, elle, est exsangue. Mais le succès ultérieur de l'unilatéralisme est rien moins que garanti.

Il est plus qu'improbable que des dirigeants israéliens, quels qu'ils soient, trouvent parmi les Palestiniens des partenaires acceptant à la fois une « cantonisation », le mur et le maintien du contrôle israélien sur tout mouvement à l'intérieur de leurs territoires – sans parler de l'impossibilité d'accéder à Jérusalem-Est. En trouveraient-ils que ceux-là seraient vite assimilés à des « collaborateurs » par l'immense majorité de la population des territoires. Aujourd'hui épuisés, souvent concurrents entre eux, les groupes armés n'ont accepté l'autorité de Mahmoud Abbas que de manière conditionnelle. Ils y ont été amenés d'abord parce qu'ils sont relativement décimés, ensuite parce que, en leur sein, beaucoup y ont vu une occasion de faire avancer leurs revendications « démocratiques », comme on a pu le voir avec l'émergence de listes dissidentes du Fatah aux prochaines législatives, qui regroupent à la fois des activistes et des partisans d'une plus grande liberté de parole et d'organisation dans le parti..

Pour autant, malgré l'état de chaos dans lequel beaucoup se trouvent, il serait erroné d'imaginer que la société palestinienne a opéré un bilan du terrorisme. Au contraire. Le bilan qu'elle tire du retrait de Gaza, dans sa grande majorité, tient en trois points.

Un : une nouvelle preuve a été apportée qu'Israël ne cède jamais que sous la violence. Deux : la probabilité qu'un gouvernement israélien accepte par la seule négociation de se retirer de tous les territoires conquis est infinitésimale. Que Mahmoud Abbas y parvienne, et il sera intronisé héros national. Mais son échec dans cette voie est quasi certain. Trois : le meilleur allié d'Israël, les Etats-Unis, s'empêtrent dans toute la région, tant en Irak que face à l'Iran, qu'il ne parvient pas à mettre au pas. Et le terrorisme à l'œuvre en Irak n'y est pas pour rien.

La conséquence politique, terrible, de cette vision, est implicite : loin d'être idéologiquement abandonnée, de faire l'objet d'un bilan historique, de pousser la jeunesse palestinienne à comprendre ce qui a amené la société israélienne à se refermer sur elle-même, la logique de la « lutte armée » et le terrorisme qu'elle induit, aujourd'hui en recul apparent, sont susceptibles de resurgir très puissamment à l'avenir, lorsqu'une nouvelle génération, qui n'aura pas connu l'écrasement, émergera. Si aucun Etat palestinien viable n'est constitué rapidement et qu'Israël ne renonce pas à son contrôle sur la population des territoires, quel qu'en soit la forme, « *demain, après demain, une nouvelle intifada éclatera* », craint Amos Harel, l'auteur de *La septième guerre*.